

indépendant), et de la paralysie dans laquelle la classe ouvrière se trouve maintenue ou de ses faibles interventions, le régime bonapartiste peut durer même avec une faible base sociale, en renforçant l'appareil d'Etat et en l'utilisant pour empêcher aussi longtemps que possible de trop puissants tiraillements...

A divers indices on peut penser que la récession ne sera probablement pas de longue durée, ce qui ne veut pas dire que nous allons assister ensuite à une nouvelle montée, à un nouveau boom comparable à celui des années précédentes. L'économie américaine, si sa production ne baisse plus, ne connaît pas non plus une nette reprise. Depuis plusieurs mois, on est dans l'incertitude sur l'évolution de la conjoncture économique.

Mais, à partir de maintenant, il se produira très probablement un phénomène nouveau de très grande importance pour les luttes revendicatives ultérieures. Depuis la fin de la guerre jusqu'à la récession de 1958-59, les pays capitalistes ont connu le plein emploi, même à certains moments une vraie disette de main-d'œuvre rendue plus vive en France par le maintien du contingent pendant 24, puis 27 mois et peut-être plus. Désormais, la situation tendra à être différente sur ce plan. Le patronat modernise son outillage de façon à produire plus avec moins de main-d'œuvre, et à avoir autant que faire se peut une réserve de main-d'œuvre. C'est une question que le patronat étudie dans tous les pays, en veillant à ce que le nombre des chômeurs ne soit pas trop grand, et ainsi que le sort des chômeurs ne devienne pas catastrophique. Autrement dit, le capitalisme s'efforce d'avoir un volant de main-d'œuvre disponible qui puisse peser sur le marché du travail, mais en le maintenant dans des limites telles qu'il ne puisse pas se transformer en un danger politique. On comprend que cela peut pendant un temps être assuré, mais il n'y a pas en régime capitaliste de planification possible, y compris celle du chômage.

Néanmoins, nous avons une situation qui sera nouvelle par rapport à celle que nous avons connue depuis la fin de la guerre, et qui rendra plus compliquée la lutte syndicale pour les salaires. Alors que le patronat étudie soigneusement ce problème, les organisations syndicales se contentent de le suivre sur le terrain de l'assurance-chômage, essayant d'obtenir quelques maigres améliorations, mais ne manifestent aucune compréhension du véritable problème qui va se trouver posé à elles à l'avenir.

..

Nous avons dit que la principale question sur laquelle trébucherait le nouveau régime serait, comme pour la IV^e République, la guerre d'Algérie. Pendant des mois, le gouvernement a réussi à ne plus avoir cette question au centre de l'attention de l'opinion publique. Ainsi, alors que depuis 1955 toutes les élections étaient centrées sur la guerre d'Algérie et que le 13 mai avait été provoqué à son sujet, dans les dernières élections la question des mesures économiques a pris la première place, tandis que la guerre d'Algérie était à peine mentionnée.

Le principal danger fasciste, on a pu le constater une fois encore, se trouve dans l'armée, où se forment des groupements, et où, des expériences de la résistance et du 13 mai, on a tiré des encouragements aux conspirations pour s'emparer du pouvoir.

La politique de la direction du P.C.F. ne fait rien pour clarifier les sentiments et les positions des travailleurs envers la révolution coloniale. Elle ne fait rien non plus pour défendre les travailleurs algériens en France. Par suite, il ne faut pas s'attendre, hélas! à une progression de la compréhension politique des masses envers la révolution coloniale. Mais, malgré cela, un autre facteur joue et jouera: la lassitude envers une guerre dont on ne voit pas d'issue, qui coûte cher et qui provoque des pertes nullement négligeables.

La guerre d'Algérie est inévitablement destinée à revenir au tout premier plan, et elle obligera toutes les classes sociales et toutes les formations à prendre position. Parmi les militants communistes et d'avant-garde, la sensibilité sur cette question est assez considérable; un grand nombre comprend que la carence ou les erreurs ou la trahison (selon la compréhension de chacun) sur cette question ont servi la réaction; il ne faut à aucun moment cesser de mener dans le P.C.F. une lutte contre la direction sur cette question...

En résumé, la bourgeoisie a pris l'initiative des opérations l'an dernier, elle a modifié à son avantage le rapport des forces; elle a établi un pouvoir aux rouages plus rudes, elle renforce son appareil d'Etat en tant qu'appareil. Mais cela s'est fait sur un rétrécissement de la base sociale du régime et sans qu'aucune des grandes questions à résoudre ne soit résolue et sans qu'aucune solution ne puisse se dessiner notamment sur la guerre d'Algérie.

Qu'en est-il du côté des masses travailleuses?...

Il n'y a pas de doute que, depuis les ordonnances de la fin 1958, on a senti une certaine reprise non pas dans l'action, mais dans le sens d'un regain d'intérêt politique. On vient d'en avoir l'expression aux récentes élections et aussi dans les dernières semaines dans les entreprises et les corporations.

Il y a là quelque chose qu'il ne faut pas surestimer: cela n'efface nullement ce qui s'est produit l'an dernier, non seulement à l'échelle des rapports de force, mais aussi dans la conscience des masses. Autant qu'on a pu l'apprécier dans les manifestations de la semaine revendicative, s'il y a eu mobilisation des militants, si les ouvriers ont été attentifs à ce qui

leur a été dit par les organisations, on était loin d'un retour de confiance et d'une volonté d'action.

Dans l'attitude des ouvriers, il y a une réserve dictée par une compréhension intuitive que la situation n'est pas si simple et si commode, et qu'il ne suffit pas de formuler un certain nombre de revendications élémentaires de salaires ou de conditions de vie et de travail.

Une autre tendance qui s'est manifestée dans la dernière période, et qui est de beaucoup la plus intéressante, c'est celle d'un rapprochement entre communistes et socialistes...

Nous avons vu se développer une grande opération pour transformer l'U.F.D. en un « parti travailliste ». Nous avons dit l'an dernier que cette tendance se manifesterait mais que ses chances d'aboutir étaient limitées. Il semble que désormais l'opération en tant que telle a avorté — ce qui ne veut pas dire qu'elle ne sera pas reprise sous une forme ou une autre.

Inévitablement il se pose au P.S.A. et à l'U.G.S. la question de l'unification. Les résistances sont assez fortes dans ces deux organisations, pour des motifs très opposés. Mais après ce qui vient de se passer dans ces derniers mois, il est difficile de penser que ces deux organisations pourront justifier des existences séparées, sans risquer d'aggraver des crises et des dissensions internes...

...La venue au pouvoir de de Gaulle a créé une situation beaucoup plus difficile pour la classe ouvrière, pour les masses travailleuses mais elle est loin d'avoir résolu la situation en faveur du capitalisme. La guerre civile n'a pas été évitée, elle se prépare dans un rapport de forces et dans des conditions plus ardues. Le nouveau régime n'est pas stable. Nous misons sur des luttes. Elles commenceront probablement sur le plan économique. Elles se termineront d'abord par des échecs et des défaites. Mais ce régime ne peut pas ne pas déboucher sur une crise de régime, sur une crise sociale majeure. Bien que les conditions actuelles du point de vue de la direction des masses soient des plus mauvaises, nous repoussons toute idée que le résultat est couru d'avance en faveur de la réaction. Car, — même si le point de départ de luttes sociales d'envergure est purement économique, la dynamique de la lutte a des implications que personne ne peut délimiter par avance.

Notre propagande — et c'est surtout dans la propagande que consiste actuellement la partie principale de notre activité — doit commencer par expliquer que ce régime instable doit déboucher sur une crise que les masses ne pourront résoudre que par des moyens extraparlimentaires, et que la condition de l'issue victorieuse, c'est de placer toutes les luttes partielles actuelles dans la perspective politique d'un lutte CONTRE LE REGIME non seulement politique mais social, donc d'une lutte pour un gouvernement des travailleurs qui commence l'édification du socialisme.

La direction du P.C.F., toutes les variétés de centristes, vont nourrir les illusions parlementaires encore considérables dans les masses. Nous n'excluons évidemment pas la possibilité de mettre en avant, si les circonstances sont favorables, des revendications démocratiques, parlementaires — comme celles qu'on trouve dans le texte du P.C.F. Mais nous ne devons jamais oublier de dire que ce qui compte dans ces choses, c'est le gouvernement qui organise les élections, c'est la question du pouvoir.

Pour définir plus concrètement cette perspective d'une lutte pour un gouvernement des travailleurs, il faut mettre en avant un programme de transition, un programme anticapitaliste, capable de mobiliser les travailleurs. Sur ce point du programme, la direction du P.C.F. tout en y faisant absolument la sourde oreille et en dénonçant l'idée de la transition — a formulé des revendications qui sont valables dans une bonne mesure, à la condition qu'on y ajoute la nécessité d'une lutte extraparlimentaire, qu'on développe l'idée des comités, et qu'on les relie à la perspective d'un gouvernement des travailleurs. Sinon, tout programme de cet ordre sera un trompe-l'œil comme le fut le programme du Conseil National de la Résistance, au lendemain de la Libération.

Il va de soi que le soutien de la Révolution algérienne est une tâche impérieuse de notre mouvement. Il en est de même du soutien de la Révolution coloniale dans l'Afrique noire. Il y a une partie éducative en direction des militants et une partie agitative et pratique, malheureusement réduite par la faiblesse de nos forces et par leur rayonnement trop faible dans les masses.

..

Le dernier mot maintenant. Nous vivons dans un pays qui connaît de grands soubresauts politiques, et la marche de notre organisation — une avant-garde numériquement faible, à composition sociale peu ouvrière —, s'en est constamment ressentie. Nous avons eu à lutter et nous aurons encore à lutter contre les multiples courants petits bourgeois à la recherche perpétuelle de nouveautés. Nous allons voir le mouvement ouvrier connaître encore des épreuves, et pas des moindres. Notre force principale est dans notre programme, notre Internationale. A chaque fois que des situations nouvelles se présentent, tous les autres partis, groupements et individus se mettent à improviser. Nous sommes les seuls à avoir dans notre programme les bases fondamentales qui permettent de déterminer une solution. Et à chaque fois que le mouvement ouvrier repart de l'avant, notre mouvement et ses idées ont progressé. C'est pourquoi nous traverserons, sans nous troubler, la passe difficile dans laquelle se trouve actuellement engagé le mouvement ouvrier français.